

# FORUM

## LE modèle canadien



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

J'e n'ai jamais compris pourquoi l'on oppose le « multiculturalisme » – qui serait le modèle « canadien » – au modèle québécois... à moins évidemment qu'il ne s'agisse d'un mythe colporté pour faire croire aux gens que le Québec est totalement différent du Canada anglais.

Pour qui connaît le moindrement le reste du Canada, il est pourtant évident que tout – la pression sociale, l'école, le monde du travail – y incite les immigrants à s'intégrer à la société d'accueil le plus rapidement possible.

À Vancouver, Toronto ou Calgary, à la deuxième génération, les jeunes Chinois, les jeunes Indiens et les jeunes Arabes sont devenus des Canadiens anglais comme les autres, à cette différence près que plusieurs ont gardé, tout comme nos Italiens et nos Libanais de Montréal, certaines traditions familiales et alimentaires. Le modèle canadien-anglais? C'est le même, exactement, que celui de nos écoles montréalaises multiculturelles: des enfants de partout qui suivent le hockey, jouent aux mêmes jeux vidéo tout en parlant français avec l'accent québécois.

Contrairement au mythe voulant que le Canada anglais encourage la formation de ghettos, rien – aucune institution, aucun discours public – n'encourage les immigrants à conserver des pratiques qui s'opposent aux valeurs canadiennes, comme les mariages arrangés, l'excision, etc. Si des groupes se forment en ghetto, c'est dû soit au fondamentalisme religieux, soit à la pauvreté conjuguée à la faiblesse des structures familiales (exemple, les Jamaïcains à Toronto). Mais les mêmes formes de ghettoïsation existent à Montréal.

Le multiculturalisme a été, au départ, la stratégie inventée par Pierre Elliott Trudeau pour faire avaler le bilinguisme anglais-français aux minorités de l'Ouest qui revendiquaient elles aussi un statut particulier. Mais c'était de la poudre aux yeux: pendant que des subventions encourageaient des troupes de danse folklorique, les nouveaux arrivants continuaient à s'assimiler, dans la réalité quotidienne, au même rythme que les immigrants aux États-Unis.

### Dans la vraie vie, les immigrants adoptent les us et coutumes de la société d'accueil aussi rapidement qu'aux États-Unis.

Le Canada, dit-on parfois, serait une « mosaïque » où, contrairement au melting-pot américain, coexisteraient des groupes ayant gardé chacun sa spécificité culturelle. Foutaise. C'est encore un mythe, colporté celui-là par les intellectuels nationalistes anglophones. Dans la vraie vie, les immigrants adoptent les us et coutumes de la société d'accueil aussi rapidement qu'aux États-Unis. À la deuxième génération, ils sont intégrés, et à la troisième, assimilés.

La différence, c'est que le Canada anglais n'a pas de programmes spéciaux pour l'apprentissage de la langue parce que les immigrants qui ne parlent pas déjà anglais s'intègrent par le travail et apprennent l'anglais « sur le tas », au contact de leurs nouveaux compatriotes. Au Québec, la situation est plus compliquée car les immigrants apprennent le français, certes, mais aussi l'anglais parce que c'est la langue de l'Amérique et la langue internationale.

Là où les choses diffèrent, comme me l'écrivait un médecin qui fait sa spécialisation post-doctorale à Toronto, c'est qu'on y tolère davantage les accommodements raisonnables. « On peut faire ses transactions en chinois ou en français aux guichets de la Banque Royale, les restaurants ont des menus dans plusieurs langues, et j'aurai deux semaines de congé à Noël parce que mes collègues arabes et juifs préfèrent prendre leurs vacances pendant leurs propres fêtes. »

Les accommodements raisonnables – ces petits compromis visant à huiler les rouages d'une société moderne et diverse – ne sont pas du tout inconciliables avec l'intégration des immigrants. On pourrait dire, au contraire, que cela facilite l'intégration.

Contrairement à un autre mythe qui voudrait que la xénophobie soit une particularité québécoise, au Canada anglais il y a beaucoup de gens qui en ont contre les immigrants. Si l'on y tenait des audiences à la Bouchard-Taylor, on en entendrait là aussi des vertes et des pas mûres. La différence, c'est qu'aucun parti politique, au Canada anglais, n'a cherché à se faire du capital politique en exploitant les questions identitaires.

Histoire de se distinguer à tout prix du reste du Canada, le gouvernement québécois a inventé un néologisme – « l'interculturalisme » – pour qualifier son modèle d'intégration. Mais la définition qu'on en donne ressemble en tous points à ce qui se fait au Canada anglais, la seule différence étant que là-bas, l'intégration se fait autour de l'anglais plutôt que du français.

Cessons de nier la réalité: le Québec – en tout cas la région montréalaise – est bel et bien une société multiculturelle, à l'image de toutes les sociétés occidentales qui, en franchissant le cap de la modernité, ont dépassé le stade de l'homogénéité.

## Loin de l'« amero »...

### Les défenseurs d'une monnaie commune États-Unis et Canada auront fort à faire pour nous convaincre



PATRICK LEBLOND  
L'auteur est professeur en affaires internationales à HEC Montréal.

Mercredi dernier, les économistes Pierre Fortin et Marc Van Audenrode publiaient un article dans *La Presse* qui préconisait la création d'une monnaie commune entre le Canada et les États-Unis en raison de la forte volatilité du dollar canadien et de l'impact négatif que cela peut avoir sur les entreprises canadiennes.

Les auteurs justifient leur position en indiquant que l'appréciation rapide et importante du dollar canadien face au dollar américain au cours des dernières années nuit à l'investissement local et étranger en sol canadien. En somme, les entreprises d'ici et d'ailleurs vont tout simplement décider de s'installer aux États-Unis.

Leur argument repose sur deux prémisses. La première est que la volatilité du taux de change est le seul facteur pris en compte lorsqu'une entreprise décide d'effectuer un investissement. À cet égard, il est important de noter que les études sur le sujet nous indiquent que le taux de change n'est qu'un facteur parmi d'autres.

Le prix et la qualité de la main-d'œuvre, la qualité des infrastructures, l'absence de corruption, la facilité de faire des affaires (ex. pour obtenir un permis ou faire respecter un contrat, etc.), la stabilité politique, l'existence d'un réseau de fournisseurs et le niveau de taxation sont d'autres facteurs que les entreprises prennent en compte dans leurs décisions d'investissement.

De plus, moins les entreprises fondent leur avantage concurrentiel sur le prix, moins le taux de change va être important comme facteur décisionnel pour un investissement. C'est peut-être pour cette raison que les entreprises américaines continuent d'investir au Canada.

C'est probablement la même raison qui explique que les exportations canadiennes vers les États-Unis ont réussi à se maintenir au cours des dernières années malgré l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis le dollar américain. Cela corrobore le fait que les études économiques n'ont pas encore réussi à établir l'existence d'un lien fort (négatif) entre commerce international et volatilité du taux de change.

#### Volatilité

La deuxième prémisse de l'argument mis de l'avant par MM. Fortin et Van Audenrode se fonde sur l'idée que c'est le dollar canadien qui est volatil. Cela laisse donc sous-entendre que le dollar américain est stable. Pourtant, en examinant l'évolution du taux de change effectif du dollar américain (moyenne des différents taux de change du dollar



PHOTO LA PRESSE

Si le dollar canadien était aujourd'hui fixé au dollar américain, nous ferions face à une forte poussée inflationniste, estime Patrick Leblond.

US avec les monnaies des principaux partenaires commerciaux des États-Unis pondérées par les parts du commercial international des États-Unis que représentent ces pays), on s'aperçoit que le dollar américain n'a pas été très stable au cours des 20 dernières années. En fait, il faut se demander si ce n'est pas le dollar américain qui est la cause de la volatilité du dollar canadien.

Comme à la fin des années 60 et au milieu des années 80, ce sont la politique fiscale des États-Unis et le dollar américain qui sont actuellement à la base de la volatilité du système monétaire international.

### En fait, il faut se demander si ce n'est pas le dollar américain qui est la cause de la volatilité du dollar canadien.

Dans tous ces cas, les États-Unis ont accumulé des déficits budgétaires importants (guerre du Vietnam dans les années 60, « Reaganomics » dans les années 80 et la guerre en Irak aujourd'hui) et les ont fait financer par l'étranger. À chaque fois, il y a eu dépréciation du dollar américain et turbulence sur le marché des devises.

On peut donc se demander pourquoi le Canada voudrait fixer sa monnaie à celle de son voisin alors que la gestion macroéconomique américaine est beaucoup plus volatile que celle du Canada, contrairement à ce qu'en disent les économistes Fortin et Van Audenrode. D'ailleurs, si

le dollar canadien était aujourd'hui fixé au dollar américain, nous ferions face à une forte poussée inflationniste puisque la politique monétaire américaine, que nous serions obligés d'adopter, est moins stricte que la nôtre.

Mais même si l'argument en faveur d'une monnaie commune avec les États-Unis était convaincant, il est fort peu probable que les Canadiens acceptent d'adopter le dollar américain (la création d'une nouvelle monnaie commune nord-américaine [ex. améro] est politiquement inacceptable pour les Américains).

Une étude récente que j'ai effectuée avec Sara Hobolt, de l'Université d'Oxford, démontre que les gens s'opposent à abandonner leur monnaie nationale en faveur d'une monnaie commune si la monnaie nationale est forte et/ou si la monnaie commune de remplacement est faible. C'est ce qui est arrivé lors des référendums à propos de l'introduction de l'euro au Danemark, en 2000, et en Suède, en 2003.

On peut donc penser que les Canadiens s'opposeraient à échanger leur dollar contre le dollar américain alors que le taux de change est près de 1,10\$US. D'ailleurs, les quelques sondages effectués sur la question, entre 1992 et 2002, indiquent qu'il existe une relation inverse entre la valeur du dollar canadien et le niveau de support pour une monnaie commune nord-américaine.

MM. Fortin et Van Audenrode auront donc fort à faire pour convaincre les Canadiens et leur gouvernement qu'il vaut la peine pour le Canada de remplacer sa monnaie par celle de son voisin du sud.

## FORUM@LAPRESSE.CA

### Haro sur l'« homoquébécois »

L'« homoquébécois » moyen se dit pro-environnement. Regardez-le rouler sur les autoroutes; regardez-le démarrer son auto l'hiver 15 minutes avant de partir au travail; regarder-le se battre bec et ongles pour le « pas dans ma cour » des sites d'enfouissement. Il se targe de l'importance de la langue française à la commission Bouchard-Taylor mais ne met pas les énergies nécessaires auprès de ses enfants pour bien parler sa langue. Il se dit ouvert aux couples homosexuels et au libre choix en matière d'avortement mais lorgne de plus en plus vers un parti fédéral qui bafoue ces valeurs. Bref, si l'homo-québécois « voudrait » vraiment, il le ferait...

Léon Gélinas  
Shawinigan

### Bravo au gouvernement

Le Québec se doit de larguer l'éthanol produit en compétition avec notre production de nourriture. Félicitation au gouvernement de M. Charest pour cette audace à contre-courant d'autres pays comme les États-Unis et le Brésil. Ces derniers vantent l'éthanol en façade pour réduire les GES, en réalité pour réduire leur dépendance en énergie. J'attends maintenant une réaction des groupes écologistes visant à féliciter le gouvernement de M. Charest.

Jean-Pierre Vaillant  
Ile Perrot

### Où est la logique?

Il ne faut pas demander au gouvernement d'être logique. Il y a belle lurette que les gouvernements, tous partis confondus, ont créé un fonds consolidé où toutes les taxes et impôts sont regroupés et redistribués, sans tenir compte des surplus ou des déficits des ministères ou organismes qui perçoivent ces sommes.

Paul Lafrance

### Bravo à Mario Dumont

Mario Dumont veut abolir les commissions scolaires, bravo! À mon avis, la taxe scolaire devrait être remplacée par un impôt scolaire universel. Cette façon de faire corrigerait une injustice envers les propriétaires de maisons unifamiliales qui, eux, n'ont pas de locataires à qui refiler la facture. Pour avoir un système d'éducation de qualité, il faut que tous y contribuent. Avec le système actuel, ce n'est pas le cas. Mario Dumont est celui des chefs qui a vraiment une vision plus proche des préoccupations de la classe moyenne. M. Charest, prend le problème à la légère et la position de M<sup>me</sup> Marois semble copiée sur celle de Jean Charest. Pas facile à suivre cette M<sup>me</sup> Marois. Malheureusement, les profiteurs de cette structure archaïque ne veulent rien savoir de son abolition.

Bernard Lavallée  
Berthierville

### Dumont joue avec la démocratie

Avec la tentative de Mario Dumont de provoquer des élections à une semaine de Noël, sous prétexte qu'il faut à tout prix faire disparaître les commissions scolaires, j'ai compris que lui et son parti ne sont absolument pas prêts à gouverner. Jouer avec la démocratie pour faire parler de soi, ça démontre un grave manque de jugement.

Paul Desrochers

### Maman, on m'oublie!

Encore une fois, Mario Dumont cherche à amener le Québec afin de mettre l'ADQ sur la place publique. Cette fois-ci, il utilise l'Assemblée nationale, institution sérieuse et crédible, comme d'un vulgaire haut-parleur pour se faire entendre. Déclencher des élections générales au Québec à cause de la faible participation aux élections dans les commissions scolaires! Faut le faire! Quelqu'un pourrait-il dire à Mario Dumont que ses multiples sorties criardes pour des objectifs purement partisans frisent l'amateurisme et le mauvais goût. Pour une formation politique qui a plus d'une dizaine d'années d'expérience, c'est assez triste comme constat. Un peu de sérieux monsieur Dumont! La Terre appelle l'ADQ!

Monique Lemieux  
Rimouski